

Riziculteurs capitalistes et petits paysans

la naissance d'un conflit de classe au Ghana

L'INTRODUCTION récente de la riziculture capitaliste dans la vallée de Gbedembilisi, située dans le Sud-Est de la *Builsa Traditional Area (Upper Region, Ghana)*, a provoqué plusieurs changements dans les communautés paysannes locales et a donné lieu dans la région à :

1) l'émergence d'une classe relativement peu nombreuse d'agriculteurs capitalistes, principalement des étrangers à la région qui, parfois, ne résidaient même pas sur place. Des subventions étatiques élevées et des prêts bancaires faciles à obtenir ont incité ces derniers à entreprendre une culture mécanisée du riz ;

2) l'attribution par les chefs locaux aux agriculteurs capitalistes de superficies considérables de terres non cultivées (convenant particulièrement bien à la riziculture mécanisée) ;

3) une tendance croissante de la main-d'œuvre paysanne locale à travailler dans les exploitations rizicoles capitalistes de la région au lieu d'émigrer vers l'économie d'exportation du Sud du Ghana.

La disponibilité des terres et d'une main-d'œuvre relativement bon marché pour les fermiers capitalistes a été l'un des fondements de l'expansion et de la rentabilité de la riziculture dans la vallée du Gbedembilisi. Cependant les communautés paysannes locales n'en ont tiré que des bénéfices limités, ce qui a aggravé les conflits entre paysans locaux et riziculteurs capitalistes. Nous montrerons dans cette étude que ce conflit, pour des raisons diverses, n'a jamais donné lieu à des actions collectives, mais plu-

* L'auteur tient à remercier l'Afrika Studie Centrum de Leiden (Pays-Bas) qui a financé la recherche de terrain à partir de laquelle cet article a été écrit.

tôt à des actions individuelles informelles et négatives de la part des paysans locaux. Au cours de ce qu'on a appelé « le conflit de la vallée de Gbedembilisi », les chefs Builsa et les citoyens instruits ont exprimé les revendications des paysans locaux et ont défendu leurs intérêts contre les riziculteurs capitalistes.

L'État postcolonial encourage la riziculture capitaliste dans le Ghana septentrional

L'État ghanéen postcolonial était de plus en plus préoccupé par les disettes, les prix élevés et l'accroissement des importations de produits alimentaires (1). Les chiffres concernant la production de riz montrent clairement que l'écart entre la production locale et la demande s'est creusé progressivement : entre 1960 et 1970, environ 50 à 70 % des besoins en riz du Ghana ont dû être couverts par l'importation, au détriment des réserves en devises du pays (2). Tous les gouvernements postcoloniaux étaient convaincus que les paysans traditionnels, produisant principalement pour leur propre subsistance avec des moyens de production « archaïques », étaient incapables de répondre à la demande croissante en produits vivriers ; aussi s'en sont-ils remis à l'agriculture mécanisée à grande échelle.

Le Ghana septentrional, région auparavant sevrée de fonds de développement et transformée en réservoir de main-d'œuvre pour l'économie d'exportation du Sud du Ghana par l'administration coloniale (3), figurait en bonne place parmi les tentatives de l'État postcolonial pour implanter une agriculture mécanisée à grande échelle. Comme le constatait déjà un rapport colonial, le Ghana septentrional « a trois atouts majeurs qui n'ont pas été encore développés : des superficies considérables de terres non cultivées, des rivières et de la main-d'œuvre » (4), soit trois caractéristiques favorables à une agriculture mécanisée à grande échelle. Des superficies considérables de terres non cultivées étaient disponibles non seulement dans les régions peu peuplées du Ghana septentrional, mais également dans les nombreuses vallées creusées par les rivières dans les régions plus peuplées, où les terres très

(1) Voir P. Konings, *Capitalist rice farming and peasant communities in Builsa area of Ghana*, Leiden, Afrika Studie Centrum, 1981 et P. Konings, *Irrigation and proletarianisation in Northern Ghana : A case study of the Veve and Tono irrigation projects in the Upper Region*, Leiden, Afrika Studie Centrum, 1981.

(2) K. Okoso-Amaa, *Rice marketing in Ghana*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1975, p. 73.

(3) Nii-K. Plange, « Underdevelopment in Northern Ghana », *Review of African Political Economy* 15-16, 1979.

(4) NAG-T., ADM 1/457, *The problems involved in the development of a backward area and their application to the economic development of the Northern Territories of the Gold Coast* (Par P. Helps Ma, Ass. DC, NT's, Gold Coast).

argileuses et régulièrement inondées (*fadama*) ne pouvaient pas être cultivées par les moyens traditionnels et étaient infestées par l'onchocercose (5). La législation coloniale qui avait fait de l'État le principal propriétaire foncier dans le Nord du pays (6), lui permettait de disposer des terres facilement et au moindre coût pour des « objectifs de développement », et/ou de les louer, comme le souligne le Plan quinquennal de développement 1976/77-1979/80, à « des individus ou des institutions qui s'intéressent à l'agriculture à grande échelle ». De plus, on considérait que le Ghana septentrional disposait d'un réservoir considérable de main-d'œuvre bon marché et sous-employée. L'introduction de l'agriculture mécanisée à grande échelle pouvait offrir l'avantage supplémentaire d'arrêter, ou du moins de freiner, l'exode des travailleurs non qualifiés du Nord vers le Sud et de créer localement des emplois dans un secteur agricole considéré comme vital. Le secteur industriel à capital intensif, en expansion lente, ne pouvait plus absorber cet excédent.

Le Convention People's Party (CPP) échoua dans sa tentative pour augmenter la production vivrière en créant des fermes d'État et des coopératives mécanisées et à grande échelle (7) ; si on y ajoute le choix très ferme des gouvernements successeurs du CPP pour promouvoir l'entreprise privée, cet échec explique le développement de l'agriculture (essentiellement la riziculture) capitaliste dans le Ghana septentrional (8). Le National Liberation Council (1966-69) et plus encore le Progress Party (1969-72) se sont efforcés consciemment de créer une classe d'agriculteurs capitalistes parmi les fractions petites-bourgeoises « mieux éduquées et mieux payées » du milieu urbain (fonctionnaires et hommes d'affaires). Diverses mesures furent prises pour encourager les investissements dans la riziculture capitaliste : attribution de fonds (pour importer des machines et d'autres moyens de production) ; subventions substantielles accordées aux moyens de production et aux services agricoles (les subventions pour les engrais représentaient 50 % du coût total en 1970 et 8 % en 1976, alors que les subventions pour les services agricoles passaient de 50 % à 74 %) ; diffusion croissante des nouvelles méthodes de culture,

(5) K.D. Patterson, « River blindness in Northern Ghana, 1900-1950 », in : G.W. Hartwig, K.D. Patterson éd., *Disease in African History*, Durham (N.C.), Duke University Press, 1978.

(6) L.K. Agbosu, « Statutory foundation of land administration in the Northern and Upper Regions of Ghana », in : A.K. Mensah-Brown éd., *Land ownership and registration in Ghana*, Kumasi, UST (LARC), 1978.

(7) Voir M.P. Miracle, A. Seidman, *State farms in Ghana*, Madison (Wisconsin), Land Tenure Centre, 1968 ; M.P.

Miracle, A. Seidman, *Agricultural cooperatives and quasi-co-operatives in Ghana*, Madison (Wisconsin), Land Tenure Centre, 1968 ; J.M. Due, « Efficiency of resource use. The case of the Ghana State rice farms », *East African Journal of Rural Development* 4 (2), 1971.

(8) A.W. Shepherd, *The development of capitalist rice farming in Northern Ghana*, Ph. D. Thesis, University of Cambridge, 1979 ; et P. Konings, *Capitalist rice farming...*, *op. cit.*

conçues spécialement en fonction des besoins des « agricultures modernistes » ; implantation d'un minimum d'infrastructures et création au Ghana septentrional de plusieurs rizières d'État garantissant un prix de base toujours plus élevé pour le riz non décortiqué. Cependant, l'expansion de la riziculture capitaliste dépendait avant tout du financement bancaire. A partir de 1968, les investissements dans la production rizicole ont été le fait d'une banque d'État, l'Agricultural Development Bank (ADB), bientôt suivie par des banques commerciales étrangères et par la National Investment Bank (NIB), semi-privée. Vers 1975, une petite classe de riziculteurs capitalistes émergeait dans les villes du Ghana septentrional. Elle dépendait étroitement de l'État, pour la livraison des moyens de production subventionnés et pour les services agricoles (également subventionnés) ; des banques, pour des prêts à faible taux d'intérêts ; des communautés paysannes locales, pour l'accès aux terres bon marché et non cultivées, et pour la main-d'œuvre saisonnière.

La riziculture capitaliste a débuté dans la *Northern Region*, et plus particulièrement dans le district agricole de Tamale où existaient de nombreux fonds de vallée non cultivés. En 1976, il y avait, d'après Shepherd (9), environ 800 riziculteurs capitalistes dans la *Northern Region*, tous financés par les banques. La riziculture capitaliste a commencé plus tard dans la *Upper Region* où une seule grande vallée, celle de Gbedembilisi, se prêtait à la riziculture mécanisée à grande échelle.

Riziculture capitaliste et communautés paysannes dans la vallée de Gbedembilisi

Les potentialités rizicoles de la vallée de Gbedembilisi, qui comprend les plaines inondées de deux rivières, la Silisi et la Kulpamon, et qui est probablement la vallée rizicole la plus fertile de tout le Ghana septentrional, ont été « découvertes » par quatre agriculteurs étrangers d'origine Sisala (10). Étant donné que les terres de la vallée ne pouvaient être cultivées avec les instruments agricoles traditionnels (elles servaient simplement de pâturages et de terrains de chasse et de pêche), et qu'elles étaient infestées par l'onchocercose, le chef de Gbedembilisi répondit favorablement à la requête des Sisala demandant des terres. Ils commencèrent à les cultiver en 1974 et leurs efforts pionniers donnèrent des résultats

(9) A.W. Shepherd, « Agrarian change in Northern Ghana : public investment, capitalist farming and famine », in J. Heyer et al. éd., *Rural development in*

tropical Africa, London, The Macmillan Press, 1981, p. 174.

(10) Voir P. Konings, *Capitalist rice farming...*, op. cit.

très satisfaisants. Leur succès attira bientôt un certain nombre de cultivateurs vers Gbedembilisi et Wiasi, les deux villages « rizicoles » situés sur le versant de la vallée inclus dans la *Upper Region*. La plupart d'entre eux avaient obtenu des prêts auprès de l'ADB : en 1975, 60 agriculteurs bénéficiaient de prêts de l'ADB, et leur nombre s'élevait à 123 en 1978 ; certains de ces entrepreneurs, qui cultivaient en tout 8 800 ha, avaient aussi obtenu des prêts auprès des banques commerciales.

Les premières années, de 1974 à 1976, furent les plus prometteuses, et c'est surtout la récolte de 1976, qui attira un grand nombre de nouveaux venus vers la vallée de Gbedembilisi (parmi lesquels beaucoup de fonctionnaires) ; plusieurs désastres (comme la sécheresse et les incendies), ainsi qu'une sérieuse pénurie de moyens de production et de machines, en réduisirent le nombre à partir de 1977 (voir tableau I).

TABLEAU I
NOMBRE DE RIZICULTEURS A WIASI ET A GBEDEMBILISI

1974	4
1975	73
1976	153
1977	210
1978	135
1979	160

Source : P. Konings, *Capitalist rice farming... ; op. cit.*, p. 60.

La plupart des riziculteurs qui arrivaient dans la vallée pour profiter de cette prospérité étaient originaires d'autres régions. En 1977, une vingtaine venait du Sud ; la plupart d'entre eux étaient fonctionnaires, techniciens, gestionnaires et officiers affectés dans la région et possédant une certaine instruction. Parmi les cent quatre-vingt-dix migrants originaires du Nord du Ghana, les Builsa étaient peu nombreux : huit seulement en 1975, quatorze en 1976 et vingt-trois en 1977. Parmi eux, cinq seulement étaient originaires des deux villages rizicoles, y compris les deux chefs locaux. Non seulement les Builsa constituaient une très petite minorité parmi les riziculteurs, mais, de plus, ils étaient les moins bien pourvus en terres et en capitaux. La plupart des autres « Nordistes » appartenaient à des groupes ethniques voisins, comme les Sisala, les Mamprusi, les Kasena et les Frafra, mais le nombre de Wala était également considérable. Certains d'entre

eux (plus particulièrement les agriculteurs à plein temps) vivaient dans les villages rizicoles ou dans d'autres villages Builsa au cours de la saison agricole ; les autres étaient des agriculteurs absenteïstes qui, cependant, visitaient leurs fermes plus ou moins régulièrement. Très peu d'agriculteurs originaires d'autres régions s'établissaient de façon permanente ou semi-permanente dans les bourgs Builsa, hormis ceux qui s'étaient occupés ou s'occupaient encore du commerce du bétail dans la région Builsa, qui était un centre de commerce bétailier pour tout le Ghana du Nord-Est (11). Bien que la très grande diversité des groupes ethniques n'ait pas empêché la constitution de liens inter-ethniques parmi les riziculteurs pour l'entraide et la défense de leurs intérêts communs, la situation était toutefois potentiellement explosive, étant donné la sous-représentation des Builsa et leur statut peu élevé parmi les riziculteurs (entrepreneurs possédant peu de capitaux). Dans le passé, les étrangers ayant l'intention de s'établir sur des terres Builsa avaient été en général bien accueillis et des terres avaient été mises à leur disposition (12). Mais cette « aliénation » à grande échelle de terres Builsa au profit d'agriculteurs étrangers, bien équipés, qui ne s'établissaient pas réellement au pays et transféraient les bénéfices réalisés vers leurs régions d'origine, comportait le risque d'éveiller les sentiments ethniques Builsa.

Cependant, les riziculteurs capitalistes ne se différenciaient pas seulement selon des critères ethniques, mais également selon des critères professionnels : d'où une répartition inégale du pouvoir socio-politique et un accès inégal aux ressources économiques souvent rares (tableau II). Des conflits existaient donc à l'intérieur de la classe des riziculteurs capitalistes, parmi lesquels on peut distinguer les fractions suivantes :

(1) *Les officiers de l'armée, de la police et les fonctionnaires* qui constituaient la fraction la plus puissante au sein du groupe. La thèse de Hutchful (13), selon laquelle le régime du National Redemption Council/Supreme Military Council (1972-79), fondé sur une alliance entre les militaires et les fonctionnaires, n'a pas seulement favorisé l'entreprise capitaliste mais a aussi utilisé son pouvoir politique pour établir des bases économiques dans la société, se vérifie par leur forte proportion chez les riziculteurs

(11) P. Hill, *Studies in rural capitalism in West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

(12) I. Heerman, *Subsistenzwirtschaft und Marktwirtschaft im Wandel*, Hohenschäftlarn, Klaus Renner Verlag, 1981.

(13) E. Hutchful, « A tale of two regimes : imperialism, the military and class in Ghana », *Review of African Political Economy* 14, 1979, pp. 36-55.

TABEAU II
ORIGINE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES RIZICULTEURS
DE WIASI ET DE GBEDEMBILISI EN 1977

	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
1. Officiers de l'armée (y compris les retraités)	15	7
2. Officiers de la police et des prisons	4	2
3. Fonctionnaires	38	18
4. Gestionnaires (banques, compagnies privées ou d'État)	9	4,5
5. Professions libérales	6	3
6. Compagnies (Northern Engineering Co., etc.)	6	3
7. Chefs	7	3,5
8. Ex-politiciens du CPP	3	1,5
9. Transporteurs, chauffeurs, mécaniciens, etc.	15	7
10. Entrepreneurs (en bâtiment)	7	3,5
11. Hommes d'affaires, commerçants	47	22,5
12. Institutions, organisations	3	1,5
13. Coopératives (d'agriculteurs « étrangers »)	2	1
14. Agriculteurs (activité principale)	48	23
Total	210	100

Source : P. Konings, *Capitalist rice farming...*, *op. cit.*, p. 63.

capitalistes de la vallée de Gbedembilisi. Bon nombre des agriculteurs militaires absentéistes étaient eux-mêmes des membres de l'établissement militaire ou lui étaient étroitement associés, comme, par exemple, les Commissaires régionaux (éventuellement à la retraite). Les militaires et les fonctionnaires (mais aussi d'autres fractions, comme les gestionnaires et les membres des professions libérales) s'approprièrent une part considérable des crédits et des ressources des banques et de l'État pour les investir dans la riziculture capitaliste au Ghana septentrional. Ils comp-

taient parmi les agriculteurs disposant des capitaux les plus importants dans la vallée.

(2) *Les ex-politiciens du CPP.* Ladouceur (14) et Shepherd (15) ont insisté sur le rôle important joué dans le développement de la riziculture capitaliste dans la *Northern Region*, par d'anciens membres du CPP, alors dans l'impossibilité de retourner à la politique. Cependant, dans la riziculture capitaliste de la vallée de Gbedembilisi, leur rôle a été plus modeste : il n'y avait que trois hommes politiques du CPP de réputation nationale ou régionale dans la vallée et ils cultivaient des surfaces relativement réduites.

(3) *Les chefs.* Des dignitaires « traditionnels », les chefs, cultivaient des terres dans la vallée, à côté des dignitaires et ex-dignitaires « modernes ». Le chef suprême des Builsa, le Sandem-nab, et deux chefs Kasena, le Navro-pio et le Chiana-pio, s'étaient fait attribuer par les chefs locaux des superficies étendues et comptaient parmi ceux disposant des plus gros capitaux. Les deux chefs locaux de Gbedembilisi et de Wiasi cultivaient également des terres dans la région ; ils disposaient de peu de capitaux mais profitaient, à des titres divers, de la riziculture capitaliste (voir plus loin).

(4) *Les entrepreneurs, les hommes d'affaires et les commerçants.* Plusieurs riziculteurs possédaient des entreprises importantes dans les secteurs des transports et de la construction. La plupart d'entre eux avaient d'abord accumulé des « capitaux marchands » avant de se lancer dans la riziculture, comme l'avaient fait également les Wala musulmans engagés dans le commerce du bétail ou d'autres activités commerciales, ou encore les hommes d'affaires du Sud exerçant dans le Nord. La plupart d'entre eux ne s'étaient pas entièrement retirés des affaires. La riziculture leur procurait une possibilité (potentiellement lucrative) de répartir leurs risques ; ils pratiquaient un recyclage permanent des capitaux de la riziculture vers le commerce, et vice-versa.

(5) *Les agriculteurs à plein temps.* Certains d'entre eux disposaient de capitaux considérables, comme par exemple les pionniers Sisala ; mais ils avaient le plus souvent des difficultés à obtenir des prêts auprès des banques, ou des moyens de production et des services agricoles auprès du ministère de l'Agriculture. Le fait

(14) P. Ladouceur, *Chiefs and politicians : the politics of regionalism in Northern Ghana*, London, Longman, 1979, pp. 214-215.

(15) A.W. Shepherd, *The development of capitalist rice farming...*, *op. cit.*, p. 71.

qu'une bonne partie des ressources bénéficiait aux agriculteurs absents, et en particulier aux officiers et aux fonctionnaires de haut niveau, les scandalisait. En effet, pour obtenir des services agricoles, ils étaient souvent obligés d'entrer dans des liens de dépendance avec des agriculteurs disposant de plus de capitaux (bien que cette dépendance fût souvent assouplie par l'établissement de relations de patronage selon des critères ethniques, ou religieux comme dans le cas des musulmans).

Les riziculteurs capitalistes profitaient de deux façons des communautés paysannes locales :

(1) *L'acquisition, à bas prix, de superficies considérables de terres dans la vallée.*

Ces propriétés pouvaient aller d'environ 20 ha à plus de 400 ha, en fonction des capitaux des riziculteurs. Ces acquisitions de terres entraînaient certains inconvénients pour les communautés paysannes locales :

— Bien qu'aucun paysan n'ait été dépossédé de ses terres, dans la mesure où les terrains de la vallée n'étaient pas cultivés, l'acquisition de terres par les riziculteurs interdisait à la population locale l'accès aux terrains de pâturage, de chasse et de pêche, ainsi que leur entrée dans le domaine de la riziculture à grande échelle, que ce soit en tant que capitalistes individuels (éventualité qui était de toute façon hors de portée pour la plupart des cultivateurs, à l'exception d'une petite minorité ayant accumulé du capital par le commerce du bétail) ou bien en créant des entreprises collectives ou des groupes de coopérateurs.

— Les riziculteurs capitalistes, encouragés par le faible prix des terres et par les subventions substantielles accordées aux services agricoles par l'État, ont en général pratiqué une agriculture itinérante à grande échelle et destructrice sur le plan écologique. La plupart d'entre eux ne cultivaient qu'une partie des terres acquises sans se soucier de préserver la fertilité des sols. Ils ne préparaient pas les terrains comme il l'aurait fallu et négligeaient la fertilisation et le désherbage (opérations qui auraient exigé des investissements considérables et diminué les bénéfices). Quand certaines terres étaient épuisées, ils en mettaient d'autres en exploitation, soit sur leur propre domaine soit sur des propriétés qu'ils acquéraient dans les villages rizières (16). Les communautés paysannes qui, au début, ignoraient tout de cette méthode

(16) A. Bennett, W. Schork, *Studies towards a sustainable agriculture in Northern Ghana*, Heidelberg, 1979.

agricole destructrice de l'écologie, ont vu des superficies considérables de terres perdre leur valeur agricole à moyen terme.

Alors que les paysans locaux subissaient les conséquences de l'attribution des terres aux rizicultures capitalistes, les chefs locaux étaient les principaux bénéficiaires de ce processus. Très vite, ceux-ci se rendirent compte de la valeur des terres de la vallée, ce qui les amena à rejeter dans la pratique la législation foncière coloniale instaurant un contrôle de l'État sur les terres dans le Ghana septentrional. Ils firent également des entorses aux lois foncières traditionnelles (17) : ainsi, ils s'opposèrent farouchement à toute tentative des riziculteurs pour obtenir des contrats de fermage auprès du Lands Department, organisme qui gère les terres dans le Ghana septentrional et qui offre plus de sécurité pour les contrats que la loi coutumière (celle-ci prévoit qu'un contrat de fermage, dans le cas d'un étranger, est toujours révoquant). Les chefs considéraient tout contrat obtenu auprès du Lands Department comme une atteinte à leur pouvoir de gestion des terres dans le domaine de leur juridiction, car de tels contrats ne leur accordaient ni la « reconnaissance de prééminence » (les cadeaux coutumiers) pour l'attribution d'une terre, ni leur part du loyer, payable alors au Lands Department. Ils ont commencé à monopoliser l'attribution des terres dans la vallée, contrairement aux coutumes foncières traditionnelles : on n'exigeait plus l'accord du chef suprême, le gardien de tout le patrimoine foncier Builsa, et l'on ne consultait plus le *teng-nyomo* (pl. *teng-nyam*), chef et prêtre de la terre, comme le veut la coutume (18). Naguère, les membres de la communauté locale mais également des étrangers, pouvaient obtenir des terres sans payer, à l'exception d'un cadeau traditionnel de « noix de cola et de tabac » et d'une petite partie des récoltes en tant que reconnaissance de prééminence. Aujourd'hui, pour obtenir des terres dans la vallée, les riziculteurs capitalistes doivent offrir aux chefs locaux des cadeaux et des sommes d'argent de plus en plus élevées — bien que ces cadeaux soient encore modestes en comparaison avec les « pourboires » demandés par les chefs dans le Sud du Ghana (19). Aujourd'hui, les chefs locaux se font également payer l'équivalent d'un loyer pour les terres. En 1979, par exemple, le chef de Wiasi a envoyé à tous les riziculteurs une lettre exigeant dix sacs de riz après la récolte. Les *teng-nyam* (et les membres de la communauté) ne reçoivent plus leur part de cadeaux de reconnaissance payés par les riziculteurs. Les chefs locaux, non seulement se font offrir des

(17) P. Konings, *Capitalist rice farming...*, *op. cit.*

(18) R. Schott, « Justice versus the Law, Traditional and modern jurisdiction among the Builsa of Northern Ghana », *Law and State* 21, 1980.

(19) P. Konings, *State and class formation in cocoa productions in Thafé (Ghana)*, Leiden, Afrika Studie Centrum (sous presse).

cadeaux « coutumiers », mais également se font aider par les riziculteurs capitalistes pour mettre sur pied leurs propres exploitations. Les riziculteurs les aident à obtenir des prêts et à labourer leurs terres.

(2) *L'offre d'une main-d'œuvre saisonnière relativement bon marché.* La riziculture capitaliste a créé un double marché du travail dans la vallée de Gbedembilisi (20). Les ouvriers *permanents* qualifiés (régisseurs, tractoristes) ou non qualifiés étaient le plus souvent recrutés dans les villes d'origine des riziculteurs. Il s'agissait, pour la plupart d'entre eux, de parents et d'amis ou de connaissances dignes de confiance et appartenant plus ou moins à la famille des propriétaires. Les ouvriers *saisonniers*, par contre, étaient recrutés parmi les paysans locaux. La riziculture capitaliste a renforcé la tendance existante à chercher un emploi en dehors de l'agriculture traditionnelle, tout en dirigeant ce courant vers les rizières de la région et non plus vers l'économie spéculative du Sud. La plupart des ouvriers saisonniers sont des jeunes gens — hommes et femmes — qui auparavant s'expatriaient vers le Sud. Aujourd'hui ils ont tendance à rester dans la vallée à cause des emplois offerts dans les rizières et peuvent ainsi bénéficier d'un logement et d'une nourriture gratuite dans la maison familiale qui héberge également un certain nombre de veuves et de femmes divorcées. Ne possédant pas encore de terres, à l'exception parfois d'un petit jardin maraîcher, ils cherchent à s'employer plus ou moins régulièrement dans les rizières (quand le chef de famille n'a pas besoin de leurs services sur les terres familiales), ce qui leur permet d'augmenter leurs propres revenus. La plupart des hommes et des femmes plus âgés et mariés ne sont pas concernés par le travail salarié dans la riziculture ; ils ont à pourvoir aux besoins de leurs familles, soit en pratiquant des cultures vivrières sur leurs terres familiales, soit, ce qu'ils tentent de plus en plus souvent, en se lançant eux-mêmes dans la riziculture qui rapporte davantage. Parfois cela les entraîne dans une relation de dépendance vis-à-vis des riziculteurs capitalistes, qui leur fournissent des engrais et leur louent des machines à des conditions souvent très défavorables.

L'incapacité (beaucoup de jeunes, hommes et femmes, travaillent dans le Sud, et bon nombre des paysans sont incapables de travailler à cause de l'onchocercose et d'autres maladies) ou la répugnance (dans le cas des hommes et des femmes âgés et mariés) de la plupart des paysans des villages rizicoles (qui, de plus, sont peu peuplés) à se faire embaucher sur les rizières, ont créé une pénurie de main-d'œuvre dans la vallée, qui a fait mon-

(20) P. Konings, *Capitalist rice farming...*, *op. cit.*

ter les salaires. Alors que la rémunération de la main-d'œuvre saisonnière dans le secteur agricole privé du Nord se situait auparavant en-dessous du salaire minimal (21), cette rémunération quotidienne est montée jusqu'à quatre cedi, et même souvent au-dessus (au cours de la saison agricole de 1979, les salaires étaient généralement de cinq cedi). Les ouvriers saisonniers apprécient certainement ces emplois, créés par la riziculture capitaliste, qui leur fournissent des salaires élevés comparés aux revenus des ouvriers urbains non qualifiés. Cependant, leurs attitudes à l'égard de la riziculture capitaliste dans la vallée sont plutôt ambivalentes ; ils partagent souvent l'hostilité et les griefs de leurs parents à l'égard de l'agriculture capitaliste. Les anciens reprochent de plus en plus aux chefs locaux d'avoir concédé de vastes superficies à des étrangers ; ils pensent que cela les empêche de se lancer dans l'agriculture à grande échelle grâce à la création de fermes coopératives. Ils sont convaincus que *tous* les agriculteurs capitalistes réalisent des bénéfices énormes en exploitant le travail des communautés paysannes locales qui, en retour, ne retirent que des avantages très réduits de ces opérations : le riz produit dans la vallée est, dans sa plus grande partie, commercialisé sur les marchés urbains du Sud ; ou bien, il passe la frontière en contrebande, sans contribuer de façon substantielle à l'alimentation précaire des paysans. Le salaire quotidien de cinq cedi, tout en dépassant le taux de rémunération de la main-d'œuvre urbaine non qualifiée, est très bas par rapport au coût de la vie. De plus, les agriculteurs étrangers transfèrent des bénéfices énormes vers leurs régions d'origine sans contribuer au « développement » des communautés paysannes locales dépourvues de la plupart des facilités sociales et matérielles. Les agriculteurs étrangers ne sont pas seulement considérés comme des exploiters des terres et de la force de travail des paysans, mais aussi comme les véritables « maîtres » des communautés paysannes locales : ils ont « acheté » les chefs locaux et créé des conflits entre les chefs locaux, d'une part, et le chef suprême, les *teng-nyam* et les paysans, d'autre part. Cette lutte des classes naissante n'a jusqu'ici pas encore donné lieu à une opposition organisée et ceci principalement pour deux raisons :

— tout d'abord, les leaders paysans, les chefs locaux, ont été cooptés au sein de la classe des riziculteurs capitalistes ; ils les protègent donc tant qu'ils respectent les termes des contrats conclus pour le fermage des terres.

— en second lieu, les paysans dépendent des riziculteurs capitalistes, soit pour l'obtention de services agricoles et des moyens de

(21) B.E. Rourke et S.K. Sakyi-Yinac, Ghana », *Economic Bulletin of Ghana* « Agricultural and urban wage rate in (2nd Series) 2 (1).

production (certains vieux), soit pour l'emploi (les jeunes, hommes ou femmes).

Le conflit entre paysans locaux et riziculteurs capitalistes se manifeste cependant par des actions informelles, principalement individuelles et négatives, comme des vols de riz non décortiqué (ce qui est considéré comme une appropriation de la part « raisonnable » des bénéfices réalisés sur les terres de la communauté) et parfois des incendies de rizières (22).

Ce conflit de classes naissant a des répercussions très nettes sur les relations de production. L'hostilité des paysans oblige les agriculteurs capitalistes à ménager les ouvriers saisonniers pendant les heures de travail et à cultiver des relations patron-ouvrier de type paternaliste, en mettant à la disposition des ouvriers des facilités de transport les jours de marché, en labourant les terres de certains d'entre eux et en leur donnant du riz après la récolte. Tout agriculteur qui maltraite ses ouvriers saisonniers pendant les heures de travail, qui se montre « cupide » (c'est-à-dire qui refuse de donner du riz) ou qui court après les ouvrières, risque de voir sa propriété incendiée ou son riz volé.

Bien que les paysans locaux n'aient pas été capables d'organiser une opposition structurée contre les riziculteurs capitalistes, leurs revendications ont été reprises et leurs intérêts défendus pendant un certain temps par le Builsa Traditional Council (BTC), soutenu par la Builsa Youth Association, une organisation de jeunes Builsa instruits. C'est ce qui s'est passé pendant le conflit de la vallée de Gbedembilisi.

Le conflit de la vallée de Gbedembilisi

Le conflit s'est développé à partir de tensions entre les quatre pionniers Sisala et le chef de Gbedembilisi ; il a conduit à l'éviction des Sisala des terres qui leur avaient été allouées dans la vallée (23). Les Sisala firent appel devant le Commissaire régional, plutôt que devant le chef suprême, le *Sandemnab*, gardien des terres Builsa et médiateur traditionnel dans les litiges fonciers dans la Builsa Traditional Area. Ce conflit local prit les dimensions d'une confrontation plus générale opposant le BTC, soutenu par la BYA, d'une part, et l'État et les agriculteurs étrangers, de l'autre. Le Commissaire régional, le colonel Acquaye-Nortey, prit parti pour les Sisala et s'opposa à l'ordre d'évacuation que le chef de Gbedembilisi leur avait donné. D'après lui, cet ordre contreve-

(22) J. Goody, « Rice-burning and the green revolution in Northern Ghana », *Journal of Development Studies* 16 (2), 1980.

(23) P. Konings, *Capitalist rice farming...*, *op. cit.*

nait à la politique gouvernementale de réalisation de l'auto-suffisance en matière de production vivrière ; les Builsa cependant, suggérèrent que les Sisala avaient « acheté » le soutien du CR en l'aidant à créer une propriété rizicole dans la vallée.

Quand le colonel Acquaye-Nortey fut transféré et remplacé par le commandant Ofori-Akuomoah, la question n'était pas encore résolue. Bien que le *Sandemnab* ait entre temps nommé une commission pour examiner le conflit, le nouveau CR ne voulut pas attendre le résultat de cette tentative d'arbitrage par le gardien du patrimoine Builsa et en appela à la Upper Regional House of Chiefs pour régler l'affaire. Celle-ci forma une commission de deux membres comprenant le président et l'ex-président de la Chambre suprême des Chefs, c'est-à-dire le *Wellembelé-Kuoro* (lui-même un Sisala !) et le *Chiama-pio*. Les deux hommes, qui étaient tous deux engagés dans l'agriculture capitaliste dans la vallée de Gbedembilisi, devaient « assister » le *Sandemnab* dans sa recherche d'une solution équitable au problème. La nomination de la commission Wellembelé-Kuoro exacerba les sentiments ethniques des Builsa. Le BTC la considérait comme une ingérence étrangère (de l'État) dans une affaire qui était de la compétence de son président, le *Sandemnab* ; elle était favorable aux agriculteurs étrangers et hostile aux intérêts Builsa (24). Alors que le BTC, « guidé » par la BYA, ne s'opposait pas à une agriculture capitaliste soutenue par l'État dans la vallée, il cherchait à défendre et à garantir les intérêts Builsa contre l'État et contre les agriculteurs étrangers de différentes façons :

(a) en revendiquant le contrôle des terres Builsa ; dans la foulée de l'opposition croissante des chefs du Nord et de certains hommes du peuple instruits, à la législation en vigueur qui faisait du chef de l'État le principal propriétaire des terres dans le Nord, le BTC maintenait que son président, le *Sandemnab*, était en réalité le dépositaire des terres Builsa et s'opposait à l'ingérence de l'État dans les affaires foncières Builsa ;

(b) en essayant de réglementer le système d'allocation des terres aux riziculteurs capitalistes, dans le but de prévenir une « aliénation » à grande échelle des terres Builsa, une répartition trop inégale des terres dans la vallée, et des infractions aux coutumes comme celles qui avaient provoqué le conflit de la vallée de Gbedembilisi ;

(c) en essayant d'obtenir pour les Builsa une plus grande part de terres dans la vallée (entre autres, en organisant « nos pauvres

(24) Voir : *Letter Sandemnab to RC Upper Region*, Sandema (BTC), 10th May, 1976 ; and *Petition by Sandemnab to the Head of State and Chairman of the SMC against the Wellembelé-Kuoro Commit-*

tee's Report and the subsequent directives by the RC Upper Region for the withdrawal of agricultural inputs and machinery from same area, Sandema (BTC), June, 1976.

gens » dans des coopératives agricoles de grande taille), ainsi qu'un pourcentage plus élevé des profits réalisés sur les terres Builsa avant que les agriculteurs étrangers, avec leur agriculture itinérante destructrice des équilibres écologiques, n'aient quitté la région (ceci en faisant payer aux riziculteurs capitalistes des impôts au profit de toute la communauté Builsa qui compte parmi les groupes les moins développés du Nord) (25).

Le conflit atteignit son apogée quand le Commissaire régional fit siennes les principales recommandations de la commission Wellembele-Kuoro, selon lesquelles les Sisala pouvaient continuer leurs activités agricoles dans la vallée alors que les autres agriculteurs devaient quitter les terres (un ordre dans ce sens leur fut ultérieurement donné) (26). Le refus persistant du chef de Gbedembilisi de se plier à ces décisions amena le CR à venir à Gbedembilisi pour faire pression sur celui-ci : par-là, il court-circuitait à nouveau le *Sandem nab* qui avait rejeté en termes sévères le rapport de la commission Wellembele-Kuoro (27). Il fut cependant éconduit par le chef et renvoyé systématiquement au *Sandem nab*. Le CR s'offusqua alors et fit savoir clairement que si les Sisala n'étaient pas autorisés à continuer à cultiver les terres Builsa, toute opération agricole devait cesser dans la région. Il imposa même un blocus sur le transport des machines et des moyens de production agricoles pour toute la région Builsa. Décidé au début de la saison agricole de 1976, ce blocus constituait une menace sérieuse non seulement pour l'agriculture capitaliste mais également pour le niveau de vie des paysans. Des tensions considérables se développèrent chez les Builsa. Le BTC décida finalement d'envoyer une délégation au chef de l'État pour lui demander de retirer le rapport de la commission Wellembele-Kuoro et de lever le blocus décidé par le CR. Le chef de l'État nomma une nouvelle commission, comprenant les deux commissaires régionaux du Nord et un officier supérieur d'origine Builsa pour étudier la question et trouver une solution définitive. Lors d'une réunion avec le *Sandem nab*, président du BTC, un arrangement fut trouvé : le blocus fut levé et la commission apporta ses conseils au BTC afin d'élaborer une réglementation sur la tenure des terres agricoles dans la vallée et éviter le développement d'autres conflits du même genre (28).

L'avis de cette commission puissante, qui coïncidait avec des

(25) BYA, *Report of Committee Investigating Land Allocation*, 1976 ; et *Minutes of meeting between farmers and chiefs at the BTC*, Sandema, 4 April, 1976.

(26) *Gbedembilisi Valley Dispute. Short Report* by Kuoro E.K.M. Dimbic, Wellembele-Kuoro and President of the UR House of Chiefs, and P.E.R.A. Ayagi-

tam, Chiano-Pio and Member of the UR House of Chiefs.

(27) *Letter Sandem nab to RC Upper Region*, Sandema (BTC), 10th May, 1976.

(28) *Report by the three-men delegation sent by the Head of State on the Gbedembilisi Valley Dispute*, June 1976.

propositions antérieures soumises au BTC par la BYA (voir ci-dessus), fut utilisé ensuite par le BTC comme un argument politique quand il fit voter, lors de sa session du 31 mars 1977, une résolution illégale allant à l'encontre de la législation foncière en vigueur, investissant le BTC du contrôle des terres agricoles dans la *Builsa Traditional Area*. Cette résolution illégale n'avait pas seulement pour but d'empêcher à l'avenir toute ingérence de l'État dans les affaires foncières de la région, mais aussi d'autoriser le BTC (qui, d'après les dispositions du Chieftancy Act de 1971, Act 370, n'était pas investi de cette compétence) à changer la loi foncière coutumière et à « régler » la riziculture capitaliste dans la vallée.

Sous la présidence du *Sandemnab*, un BTC Land Allocation Committee fut formé en tant que seul organisme autorisé à attribuer des terres aux riziculteurs capitalistes ; cette commission comprenait deux chefs appartenant au BTC, un chef et un *teng-nyono* des villages rizicoles et deux membres de la BYA. Elle adopta les mesures suivantes : tous les riziculteurs devaient reformuler leur demande pour obtenir des terres agricoles dans la vallée ; des limites spécifiques furent définies pour les superficies allouées et la durée des baux (qui pouvaient être reconduits à l'initiative de la commission) ; un impôt d'un sac de riz non décortiqué par acre (0,4 ha) fut imposé aux agriculteurs, les revenus étant répartis de la façon suivante : un tiers de l'impôt au village du chef pour être réparti entre lui-même et le *teng-nyono*, et les deux tiers au BTC pour des projets de développement, des bourses et pour couvrir ses propres frais (29).

Comme on pouvait s'y attendre, ces nouvelles règles provoquèrent d'autres conflits avec l'État, les chefs locaux et les riziculteurs capitalistes.

Le 29 juin 1977, l'État nommait un Committee on Allocation of Farm Lands dans le district Builsa pour étudier les objectifs réels et la légalité de la résolution du BTC et pour évaluer ses conséquences pour la riziculture capitaliste. La commission rédigea un rapport favorable, mais souligna cependant le caractère illégal de la résolution et formula quelques réserves à l'égard des règles édictées par le BTC Land Allocation Committee, règles considérées comme peu compatibles avec le développement et l'expansion de la riziculture capitaliste dans la vallée (30). Le rapport ne fut jamais publié et resta lettre morte.

Non seulement les chefs locaux des villages rizicoles s'opposèrent au BTC Land Allocation Committee en tant qu'ingérence « étrangère » dans les affaires foncières de leurs domaines, mais ils

(29) *Minutes of the Meeting of the BTC Land Allocation Committee held on the 10th April 1977.*

(30) *Report of the Administrative Committee on allocation of farmlands in Builsa District, 1977.*

s'opposèrent également aux nouvelles règles. Dans la mesure où l'attribution des terres dans la vallée (opération très « profitable ») relevait désormais de la compétence du BTC Land Allocation Committee, ils pouvaient s'attendre à une perte de revenus. Ils ne contrôlèrent pas non plus le nouveau système des impôts qui en transférait la plus grande partie vers le BTC. Finalement, le Land Allocation Committee, avec ses règles nouvelles, s'est avéré être une farce, d'une part à cause de l'opposition des chefs locaux et, de l'autre, à cause de ses propres hésitations après la formulation des nouvelles règles. La commission avait l'intention d'attendre la réaction gouvernementale — qui n'est jamais venue — au rapport de l'Administrative Committee on Allocation of Farmlands in Builsa District avant d'imposer ses règles aux chefs locaux. La commission n'a pas non plus réussi à faire effectivement rentrer les impôts. Les paysans ont été les perdants dans cette affaire : alors que le BTC et la BYA avaient l'intention de leur permettre de participer à l'agriculture à grande échelle dans la vallée, l'échec du Land Allocation Committee pour imposer ses nouvelles règles et ses projets, et l'intérêt des chefs locaux à maintenir le statu quo, les ont empêchés de mettre sur pied des coopératives.

Les riziculteurs capitalistes, qui apparaissaient au début comme les perdants, ont finalement eu gain de cause dans le conflit. Les nouvelles règles n'ont jamais été appliquées. Leur campagne contre le taux « élevé » des impôts a réduit ceux-ci d'un sac par acre (0,4 ha) à 0,50 cedi par sac. De plus, les défaillances du Land Allocation Committee ont permis aux riziculteurs de frauder allègrement.

*

* *

Cet article a essayé de montrer que l'introduction de la riziculture capitaliste dans la vallée de Gbedembilisi a créé les fondements d'un conflit de classe entre les riziculteurs capitalistes et les paysans locaux, centré autour de l'exploitation des terres et de la force de travail des paysans. Ce conflit a été en grande partie « contrôlé » par la cooptation des leaders paysans, les chefs locaux, dans la classe des riziculteurs capitalistes et par l'établissement de relations de patronage et de clientèle entre les riziculteurs et un certain nombre de paysans locaux. Par conséquent, le conflit ne s'est manifesté qu'au travers d'actions informelles, individualistes et négatives (vols de riz, incendies). L'opposition aux riziculteurs capitalistes a été reprise par le BTC, soutenu par la BYA. Cependant, les tentatives du BTC pour « régler » l'agriculture capitaliste dans la vallée et obtenir en faveur des paysans une

plus grande part des terres allouées et des bénéfiques (réalisés en partie sur leur dos, en exploitant leur force de travail) ont été tenues en échec par les efforts combinés de l'État, principal propriétaire des terres dans le Ghana septentrional et favorable à la riziculture capitaliste, des chefs locaux et des agriculteurs capitalistes (dont certains étaient étroitement liés au régime en place). Cependant, l'échec du BTC dans sa tentative pour « régler » la riziculture capitaliste et le soutien constant accordé par l'État aux entreprises agricoles privées ne vont pas seulement stimuler une nouvelle expansion de l'agriculture capitaliste dans la vallée de Gbedembilisi ; ils portent également le risque d'une aggravation du conflit entre les paysans locaux et les riziculteurs capitalistes.

(Traduit de l'anglais par R. Buijtenhuijs)